



Ophrys provincialis
protection régionale



CLI - ITER

Réunion du 18 juin 2012

Aménagements du site ITER

Dérogation « Espèces Protégées »
et Mesures compensatoires

Arrêté préfectoral du 3 mars 2008

complété par l'arrêté du 27 septembre 2010

Robin ROLLAND

DREAL PACA/SBEP/Unité Biodiversité
Pôle Protection et Gestion de la Nature

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie



Bref rappel du cadre juridique concernant les espèces protégées

- Code de l'Environnement -

- Articles **L. 411-1** et suivants du CE : préservation et surveillance du patrimoine biologique
- Article L. 415-3 : sanctions délictuelles
- Articles R. 411-1 et suivants du CE : décrets d'application pour les mesures de protection
- Des **arrêtés ministériels** (ou interministériels) établissent les listes d'espèces protégées, par grands groupes taxonomiques (**flore**, **insectes**, mollusques, écrevisses, poissons d'eau douce, faune marine, **reptiles**, **amphibiens**, tortues marines, oiseaux, **mammifères terrestres** et marins) et précisent la nature des interdictions
- **Arrêté du 19 février 2007** fixant les conditions de demandes et d'instruction des dérogations et diverses circulaires



Des évolutions récentes (2006 - 2009)

permettant une meilleure conformité avec le droit européen et une transcription plus complète des articles 12 et 16 de la Directive Habitats de 1992

- On évolue progressivement de la notion d'individu (ou de « spécimen ») à celle, plus complexe, de **population**
- **L'habitat** est désormais associé à l'espèce protégée
- Apparition juridique de l'interdiction de **perturbation intentionnelle** (notamment pendant la période de reproduction et de dépendance) ... pour autant qu'elle ne remette pas en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée !
- Depuis 2006, extension de la possibilité de **dérogation** à la protection intégrale des espèces (qui reste le principe général !) pour d'autres raisons que scientifiques : intérêt de santé ou de sécurité publiques, **intérêt public majeur** y compris de nature sociale ou économique

Une forte responsabilité des régions méditerranéennes



Biodiversité continentale en France méditerranéenne

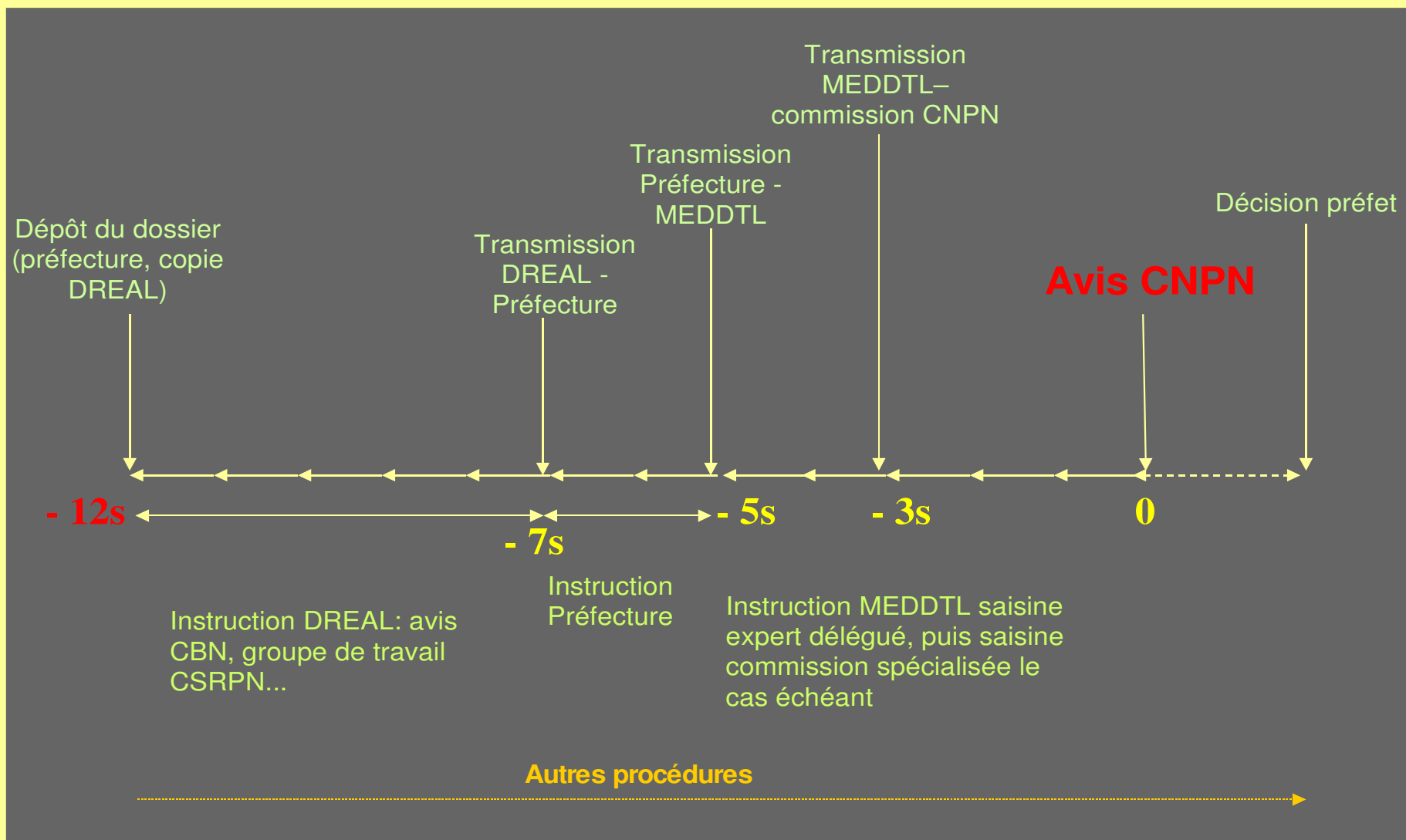
Groupe taxinomique	(Protégées)	France métropolitaine	France méditerranéenne ou Provence*	Pourcentages d'espèces en France médit.
Plantes à fleurs et fougères	(511)	≈ 6000	≈ 4700*	78%
Mammifères	(40)	143	100	70%
Oiseaux nicheurs	(199)	275	237	86%
Reptiles	(26)	34	27	80%
Amphibiens	(18)	31	19	61%
Poissons d'eau douce	(11)	75	36	48%
Coléoptères	Insectes (34)	≈ 10000	≈ 5900*	59%
Orthoptères		201	195	97%
Papillons de jour (Rhopalocères)		240	205*	85%

849 en PACA

Espèces protégées ou inscrites sur des listes rouges très nombreuses

Procédure d'instruction en région PACA

En amont : accompagnement MO et BE, visite terrain, échanges, articulation autres procédures



En aval : comité de pilotage, mise en œuvre des mesures, suivis scientifiques, évaluation, contrôles

Éléments de doctrine régionale sur la **compensation**

- Formalisés dans un **rapport de février 2009** : « Les mesures compensatoires pour la biodiversité – Principes et projet de mise en œuvre en Région PACA »
- Ce document aborde :
 - la législation encadrant la compensation,
 - la démarche de projet à suivre,
 - les critères de définition des mesures compensatoires,
 - les acteurs de la compensation et le cas particulier de la compensation par l'offre (expérimentation Cossure en Crau avec la CDC Biodiversité)
 - les conditions de réussite des mesures compensatoires.
- Synthétisés dans une **plaquette** en 2010



Rapport

Les mesures compensatoires pour la biodiversité

Principes et projet de mise en œuvre en Région PACA

Février 2009

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Présent pour l'avenir



DE LA CONCEPTION DE PROJET À L'EXPLOITATION



Maîtres d'ouvrages

Collectivités

Bureaux d'études

Mettre en œuvre la réglementation en faveur de la biodiversité



Téléchargeables sur le site de la DREAL

Définir les mesures compensatoires

(si impact résiduel notable avec objectif de bilan neutre du projet sur la biodiversité)

- Equivalence écologique :
Favoriser la compensation **espèce pour espèce** et habitat pour habitat (pas toujours facile à respecter!)
- Où compenser :
En priorité dans des **espaces proches des impacts**, et si possible sur des espaces identifiés pour leur intérêt fonctionnel
- Types et faisabilité de mesures (relevant du génie écologique)
Restauration/ réhabilitation
Préservation/ mise en valeur
Création (objectifs de résultats non garantis)
- Proportionnalité de la mesure/impacts résiduels et ratios :
Ratios à appliquer en fonction de la qualification de l'impact et de la « valeur additionnelle » de la mesure retenue
Pas de vérité ni d'application systématique !
- Pérennité et pertinence des mesures à garantir



ARRÊTÉ
portant dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens
d'espèces végétales et animales protégées
dans le cadre de défrichements liés à l'aménagement du site ITER
sur la commune de Saint Paul les Durance (Bouches du Rhône)

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2 et R 411-1 à R 411-14 ;
VU la loi de programme pour la recherche n° 2006-450 du 18 avril 2006, notamment son article 39-III ;
VU le décret n° 2006-752 du 29 juin 2006 autorisant la création de l'Agence ITER-France au sein du CEA, établissement public national de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, sous triple tutelle ministérielle ;
VU le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives

Genèse de l'Arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction générale de destruction d'espèces protégées dans le cadre du projet ITER

- Réunions préparatoires en 2007 – début 2008
- **4 février 2008** : demande formulée par l'Agence ITER auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône
- 5 février 2008 : rapport de la DREAL, service instructeur
- **Avis du CNPN** : 15 février (Commission Faune) et 18 février (Commission Flore)
- 3 mars 2008 : **signature** de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- 27 juin 2008 : première réunion du **COPIL Biodiversité**
- 27 mars 2010 : arrêté modificatif portant sur les délais de mise en œuvre de la compensation foncière (mars 2013)



Les 4 engagements principaux en terme de compensation au titre des travaux de défrichement

Acquisition foncière de 480 ha d'espaces forestiers remarquables, en vue d'une préservation pérenne et d'une gestion adaptée

Réalisations **d'inventaires écologiques** sur 1200 ha de forêts publiques, aux abords du site ITER, en vue d'une gestion conservatoire adaptée aux enjeux identifiés

Financement d'une **thèse** sur la biodiversité

Programme d'information et de **sensibilisation du public** sur la biodiversité et les espèces protégées



Le comité de pilotage et de suivi

Article 4 – Comité de pilotage et de suivi :

Le bénéficiaire de la présente autorisation met en œuvre, avec le concours et sous le contrôle d'un comité de pilotage et de suivi mis en place par l'Administration, l'ensemble des mesures compensatoires, de réduction et d'accompagnement décrites dans la demande de dérogation du 21 janvier 2008 complétée et modifiée les 4, 21 et 27 février 2008 et dans leurs annexes.

Outre l'Administration et l'AIF, le comité regroupera des représentants de la communauté scientifique, des organismes habilités en matière de gestion des espaces naturels et des acteurs susceptibles d'apporter une contribution dans le domaine de la protection de la nature.

Présidence : M. le Sous-préfet d'Aix-en-Provence

Vice-présidence : Hervé Le Guyader, Professeur de biologie

Elus locaux : R. Pizot, maire de St-Paul-lez-Durance et C. Cheilan, maire de Vinon/Verdon

Experts en biodiversité (dont certains membres du CSRPN PACA)

Parc naturel régional du Luberon, ONF, SAFER

URVN : Mme Marino-Brochier, membre de la CLI ITER

Services de l'Etat (DREAL PACA, DDTM 13)

Secrétariat : Sous-préfecture (avec appui technique DREAL et AIF)



Visite de terrain du comité de biodiversité, le 19 mai 2009

Mission du comité de pilotage « Biodiversité » ITER

Une instance **d'information et d'échanges**

Orienté et suit les différentes mesures à mettre en oeuvre

Discute les propositions présentées par l'AIF (CEA)

10 réunions de travail en séance plénière, réalisées entre 2008 et 2012 ...

... complété de nombreuses réunions thématiques ou préparatoires, en GT restreints

10 réunions du COPIL « Biodiversité » (2008 – 2012)

27 juin 2008 : mise en place du comité et définition du plan d'actions à engager

24 octobre 2008 : discussion de la méthode et des critères d'évaluation des terrains recherchés pour l'acquisition foncière; définition des zones soumises aux inventaires

29 janvier 2009 : définition du périmètre des 1200 ha à inventorier (aux abords du site ITER) et du calendrier ; premières difficultés rencontrées dans la méthode de recensement des terrains pour l'acquisition (en lien avec la SAFER)

19 mai 2009 : visite de terrain sur une partie des espaces soumis à inventaires (Cadarache), point d'étape sur les inventaires sur les ARB (ONF), définition du sujet de thèse, recherche du site pouvant accueillir le sentier pédagogique.

1er décembre 2009 : redéfinition de la stratégie d'acquisition foncière (une ou plusieurs entités, aspects qualitatifs) et présentation détaillée des inventaires réalisés (1200 ha)

8 octobre 2010 : présentation du site de Ribiers en vue d'un achat, animation foncière proposée sur le site de St Vincent-sur-Jabron, arrêté préfectoral modificatif, présentation du sujet de thèse par B. Régnery et point sur les actions de sensibilisation du public.

26 mai 2010 : décision de publier un arrêté préfectoral modificatif pour proroger de 2 ans le délai fixé pour les acquisitions foncières, présentation des actions du plan de gestion, validation du programme de sensibilisation, visite du site de Ribiers.

Réunions du COPIL « Biodiversité » (suite)

3 mars 2011 : point sur le site de Ribiers (signature des actes officiels, réunion du conseil municipal, réunion publique), examen de **sites potentiels** à St Vincent-sur-Jabron (pré-diagnostic réalisé sur 900 ha), présentation du site retenu pour le sentier de découverte de la biodiversité.

6 octobre 2011 : discussion sur le **statut de protection à adopter pour le site de Ribiers**, nouvelle orientation de la stratégie d'acquisition foncière (périphérie du site de Ribiers, autres sites à identifier)

9 mars 2012 : présentation détaillée du **plan de gestion des 1200 ha** et validation des actions à engager en 2012 ; décide des **objectifs prioritaires pour les acquisitions foncières**.

Nombreuses autres réunions techniques/thématiques (non exhaustif)

2009 : *Conseils généraux, parcs naturels, AIF, ONF pour la recherche de terrains.*

2009-2010 : *URVN, CPIE Manosque, DREAL, AIF sur le programme de sensibilisation du public.*

2010-2011 : *réunions sur les statuts juridiques de protection des sites acquis.*

14 décembre 2010 : *ONF, M. Vignon (expert), Vice-Président pour définir les actions prioritaires du plan de gestion*



Gagée des champs



Panorama depuis le site de Ribiers